

## Trente ans de régressions

Le néolibéralisme est une doctrine économique et sociale apparue essentiellement aux Etats-Unis dans les années soixante, dont les premières mises en œuvre politique datent de la fin des années 1970. Elle a pris son plein essor avec Ronald Reagan et Margaret Thatcher dans les années 1980, puis plus tard avec Georges Bush père et fils ou Tony Blair.

Les économistes Friedrich Von Hayek et Milton Friedman sont considérés comme les pères de cette théorie. En effet, dans le contexte des Trente Glorieuses et de la domination idéologique du keynésianisme, leurs travaux s'appuient essentiellement sur la critique de l'intervention de l'Etat dans l'économie, notamment par la dénonciation de l'Etat providence. Pour eux, l'Etat porte atteinte



à la liberté des individus en voulant imposer l'égalité entre les citoyens. Il faut d'après eux laisser le marché fonctionner sans entrave, les meilleurs seraient ainsi récompensés, tandis que les plus pauvres auront mérité leur sort. En ce sens, ils radicalisent considérablement la théorie libérale classique, revenant à un fonctionnement pur du capitalisme et voit la société comme un affrontement pour la survie entre individus.

Concrètement, l'Etat voit sa place reculer considérablement dans l'économie, notamment à travers des privatisations très importantes. Les crédits publics alloués à la santé, à l'éducation, aux travaux d'infrastructures, reculent de manière drastique. Les impôts baissent en faveur des plus riches, le droit du travail est déconstruit, le nombre de fonctionnaires baisse. La finance est dérégulée, le monétarisme le plus orthodoxe devient la règle, tandis que le libre-échange s'impose partout, en particulier à la faveur du processus de mondialisation, qui redouble de puissance après la chute du Mur de Berlin.

Ce schéma est valable, malgré quelques nuances, pour les Etats-Unis, la Grande Bretagne ou la plupart des pays d'Europe, les pays d'Asie comme ceux d'Amérique latine, sans oublier, dans une moindre mesure, le continent africain. Ce processus s'est par ailleurs appuyé sur les grandes organisations internationales telles que le Fonds monétaire international (FMI), l'Organisation mondiale du Commerce (OMC), la Banque mondiale ou l'Union européenne.

Au total, on constate dans les années 2000 que le néolibéralisme a conduit à des inégalités sociales de plus en plus fortes à l'intérieur des pays, mais aussi à l'approfondissement du fossé entre Nord et Sud. La crise a rendu encore plus manifeste la faillite de ce modèle.

Le néolibéralisme ne correspond pas à un progrès des libertés individuelles et collectives, bien au contraire. Nous l'avons vu, les droits sociaux reculent, les plus pauvres sont donc moins libres. Les libertés collectives reculent, à travers les attaques contre l'Etat social, mais, bien plus, ce dernier devient pénal.

En effet, néolibéralisme et néoconservatisme vont de pair. Les années 1960 et 1970 sont analysées comme des décennies de « crise morale » du point de vue des conservateurs et de la droite. Ainsi, dans le monde

et aux Etats-Unis en particulier, ces années ont vu une émancipation plus forte de l'individu et une autonomie nouvelle de la jeunesse, qui s'est manifestée par ses protestations contre la guerre du Vietnam notamment ou par une révolution sexuelle. Les problématiques féministes, antiracistes ou les questions de genre ont acquis alors une légitimité forte.

Face à ces évolutions, une réaction conservatrice forte s'est faite jour. Contre les idées de 1968, l'autorité a été remise sur le devant de la scène. Les néoconservateurs ont transformé l'Etat social en outil répressif, passant de l'Etat social à l'Etat pénal. Les pauvres, les jeunes, les immigrés ont été stigmatisés et contrôlés à travers une législation de plus en plus répressive. Le nombre de prisonniers a ainsi explosé aux Etats-Unis, en conséquence de l'application de la doctrine de la tolérance zéro.

Preuve que le néolibéralisme se conjugue bien mieux avec l'autoritarisme qu'avec les libertés, Milton Friedman n'a pas hésité à soutenir la dictature de Pinochet au Chili pour mieux tester les théories néolibérales.

Ce néoconservatisme conjugué au néolibéralisme a eu des conséquences géopolitiques dévastatrices pour nombre de peuples du Sud, depuis les années 1980, et surtout aux lendemains de la chute du Mur et du 11 Septembre. L'impérialisme des Etats-Unis, appuyé sur l'Otan, a eu en effet pour objectif de diffuser le capitalisme partout, pour ouvrir les marchés aux entreprises multinationales du Nord ou pour s'approvisionner en matières premières. Cet impérialisme, en particulier à l'époque de Reagan ou de Bush fils, a aussi eu une dimension morale forte contre un axe du mal dont les contours ont varié, tantôt de communistes, d'Etats voyous du Tiers-monde ou d'islamistes.

Aux Etats-Unis, cette dimension morale du néoconservatisme s'appuie sur une présence plus forte de la religion dans l'espace public. Aussi a-t-on vu les protestants d'obédience évangéliste soutenir l'administration de Bush Junior, ce qui a fait progresser dans le pays les idées anti-avortement ou créationnistes.

Le monde est vu à travers la religion, la théorie du choc des civilisations guidant la politique étrangère.

Cependant, cette dynamique est en crise. D'un côté, le néolibéralisme est mis en cause aux Etats-Unis à la faveur de la crise financière, tandis que le néoconservatisme semble battu en brèche par l'accession de Barak Obama à la présidence.

En France, Nicolas Sarkozy demeure malgré tout l'un des plus fervents partisans de cette doctrine politique, alchimie entre néolibéralisme et néoconservatisme, même si des spécificités propres à l'hexagone existent. Tout le travail entrepris par l'UMP consiste à détruire les protections collectives obtenues par les luttes sociales, tout en renforçant le rôle judiciaire et pénal de l'Etat.

Ainsi, la politique néolibérale de Nicolas Sarkozy organise la dérégulation du marché du travail, en revenant sur les 35 heures ou en voulant légaliser le travail le dimanche ; asphyxie les services publics, jugé trop coûteux, alors qu'ils sont indispensables aux besoins de la population ; s'attaque aux retraites en voulant augmenter la durée des cotisations et ainsi diminuer les pensions ; mais aussi à la justice, à l'hôpital, à l'éducation... Il s'agit donc pour l'UMP de détruire les protections collectives pour lesquelles l'Etat joue un rôle central, organisant ainsi une société dans laquelle les inégalités sont de plus en plus importantes. Cette gestion néolibérale a pourtant fait la preuve éclatante de son échec aux Etats-Unis ou en Angleterre.

Dans le même temps, le gouvernement renforce l'Etat répressif par l'intermédiaire de lois liberticides, de fichiers, de vidéosurveillance, de descentes policières aux abords des écoles et dans les établissements eux-mêmes sous prétexte de lutte contre l'immigration clandestine et la drogue, d'ingérences dans les médias, la magistrature ou le monde des affaires, d'invocations étatiques de l'« identité nationale » (incitations

à la délation à l'appui), de traques contre une « ultragauche » censée être virulente mais dont les juges ont quelque peine à établir la culpabilité...

Cette politique peut donc être qualifiée de néoconservatrice. Elle crée une société dans laquelle l'insécurité sociale, de plus en plus importante, devient la norme. Il s'agit de passer d'un traitement social des inégalités à un traitement policier et pénal. L'enjeu pour les néoconservateurs est de réussir à faire accepter une nouvelle forme de salariat : il s'agit de normaliser et de faire accepter le salariat précaire.

En France, le nationalisme traditionnel et antirépublicain qu'a toujours connu une partie de la droite, a su intégrer à son corpus le néoconservatisme, en particulier dans un pays où les idées de la gauche et de Mai 68 ont considérablement irrigué la société. Les idées de l'extrême-droite hostile à l'immigration sont récupérées et appliquées par cette nouvelle droite.

Nicolas Sarkozy devient ainsi le leader populiste de masses de « petits blancs » désorientés et fragilisés par les réformes néolibérales. Autrement dit les attaques antisociales du gouvernement de ce même président fragilisent des catégories sociales que Nicolas Sarkozy récupère par ses idées néoconservatrices. La mystification du néolibéralisme conjuguée au néoconservatisme est ainsi à l'œuvre. Les salariés se divisent, l'ouvrier au lieu de prendre pour cible son patron-exploiteur, montre du doigt le chômeur ou l'immigré, qui deviennent des assistés.

La laïcité est attaquée dans le même élan. Le prêtre est préféré à l'instituteur, l'Eglise obtient le droit de délivrer les grades universitaires, tandis que l'Europe est vue sous le prisme de ses racines prétendument chrétiennes, confortant ainsi la théorie du choc des civilisations.